

Jean-Luc Mélenchon – La France Insoumise

Taxation des plus riches

Le candidat de la France Insoumise propose de rétablir l'ISF dans sa formule d'avant 2017 tout en supprimant ses principales niches fiscales et en augmentant le barème pour les hauts patrimoines. Par ailleurs, Jean-Luc Mélenchon souhaite ajouter des surtaxes à l'ISF pour viser les gros pollueurs. Elles seront proportionnelles et calculées en fonction du coût environnemental du patrimoine d'une personne.

Le candidat s'est par ailleurs engagé dans son programme à supprimer la flat tax qui permet actuellement aux plus riches de plafonner les impôts sur les revenus de capitaux mobiliers à hauteur de 30%.

Concernant la taxation de l'héritage, le candidat insoumis souhaite réformer l'impôt sur les droits de succession en transformant les multiples exonérations qui permettent aujourd'hui aux plus riches de donner 100 000 euros tous les 15 ans à chacun de ses enfants en un abattement unique par héritier, quelle que soit la ligne de filiation, avec un abattement à 120 000 euros. Par ailleurs, Jean-Luc Mélenchon souhaite réexaminer les niches fiscales qui bénéficient aux plus riches lors de l'héritage (assurance-vie, etc.) et revoir le barème d'imposition pour le rendre plus progressif en instaurant un héritage maximum à 12 millions d'euros.

Progressivité de l'impôt

Le candidat de la France Insoumise propose de rendre l'impôt sur le revenu plus progressif avec un passage à 14 tranches. Le programme du candidat projette une baisse d'impôt pour les personnes gagnant moins de 4000 euros nets par mois. Il souhaite par ailleurs réformer les niches fiscales qui exacerbent les inégalités. Enfin, il propose de rendre la CSG plus progressive en mettant des tranches similaires à l'impôt sur le revenu.

Point d'attention:

La réforme de la CSG doit se faire à coût constant pour éviter un définancement de la Sécurité sociale.

Impôt des multinationales

Concernant la taxation des multinationales, le candidat propose de revoir le taux d'impôt minimal de 15% voté à l'OCDE en le passant à 25% tout en restreignant les exonérations prévues par l'accord. Le candidat souhaite tenir compte de l'activité économique réelle de l'entreprise, en particulier de ses ventes pour collecter le "déficit fiscal", c'est-à-dire la différence entre l'impôt effectivement payé par l'entreprise et l'impôt dû sur la base de l'activité économique réelle de l'entreprise dans le pays. Une réforme inspirée de la taxation unitaire portée par les ONG.

Le candidat à la présidentielle souhaite par ailleurs réformer les niches fiscales "inutiles" bénéficiant aux multinationales, comme il déclarait aux Echos.

Point d'attention :

La taxation unitaire soutenue par les ONG est une réforme à vocation internationale, elle permettrait de répartir les droits à taxer des entreprises en fonction de leur activité économique

réelle dans chaque pays (mesurée par les ventes, comme le propose le candidat Insoumis, mais aussi les employés et les actifs). Le programme du candidat Insoumis appelle à une Conférence fiscale sous l'égide de l'ONU, une telle réforme pourrait y être discutée.

L'application unilatérale nécessite de revoir les nombreuses conventions fiscales signées par la France. Le programme du candidat Insoumis cible en priorité la révision de 5 conventions fiscales avec des partenaires économiques importants.

Taxer la spéculation

Le programme de Jean-Luc Mélenchon propose également de mettre en place "une taxe réelle sur les transactions financières" en augmentant son taux et en élargissant son assiette aux activités les plus spéculatives actuellement exclues du champ de la taxe, comme les opérations intra-journalières.

Fiscalité écologique

Jean-Luc Mélenchon souhaite une baisse de la TVA sur les produits bas carbone et est en revanche favorable à une augmentation de la TVA sur les produits polluants. Concernant les niches fiscales, le candidat France Insoumise propose la suppression de toutes les niches fiscales climaticides.

Point d'attention:

Pour pouvoir réformer les taux de TVA, la France devra soit négocier avec ses partenaires européens, soit se placer en dehors du cadre des traités. Par ailleurs, il sera nécessaire de préciser les dispositifs d'accompagnement des bénéficiaires actuels des niches fiscales climaticides

Fiscalité féministe

Concernant les enjeux de fiscalité féministe, le programme du candidat de la France insoumise comprend une déconjugalisation de l'impôt sur le revenu ainsi que de l'allocation adulte handicapée (AAH). Il souhaite par ailleurs réviser la fiscalité des pensions alimentaires pour éviter que le versement d'une pension ne prive une mère seule des minimas sociaux.